



Briefing et consultations : « La situation en Afghanistan »

New York, le 8 mars 2023

Déclaration lue par Pascale Baeriswyl,
Représentante permanente de la Suisse

Monsieur le Président,

Je vous remercie d'avoir convoqué cette séance et je remercie la Représentante spéciale Mme Otunbayeva pour son témoignage sur l'évolution préoccupante de la situation en Afghanistan, et pour son travail précieux. Je remercie également Mme Zubaida Akbar de son exposé et de son engagement pour et avec celles et ceux qui luttent pour le respect des droits humains tous les jours et, comme nous l'avons entendu, risquent leur vie.

Monsieur le Président,

Triste coïncidence : nous célébrons aujourd'hui la journée internationale des femmes autour du monde, alors que les femmes et les filles en Afghanistan sont au centre de nos préoccupations. Au début de cette année, la Directrice d'ONU Femmes nous l'avait rappelé : « Les femmes afghanes ne nous ont laissé aucun doute sur leur courage et leur refus d'être effacées de la vie publique. Elles continueront à défendre et à se battre pour leurs droits, et nous avons le devoir de les soutenir dans cette démarche ». La participation pleine, égale et significative des femmes a été demandée à de nombreuses reprises dans cette salle hier lors du débat ouvert sur les femmes, la paix et la sécurité. Pourtant, nous ne pouvons pas nous reposer uniquement sur des mots. Que ce soit en Afghanistan ou ailleurs dans le monde, faire de la mise en œuvre de la résolution 1325 une réalité est notre obligation.

En Afghanistan, les femmes et les filles voient bafoués leurs droits humains et leurs libertés fondamentales au quotidien. Le rapport du Secrétaire général et l'exposé de la Représentante spéciale nous le démontrent : la situation continue de s'aggraver. La liste des incidents violents à l'encontre des femmes et des filles comprend des meurtres, des crimes d'honneur, des mariages forcés, ou encore des coups pouvant engendrer des handicaps. Alors que leur accès à l'éducation et au travail est quasiment réduit à néant, nous appelons les Talibans à revenir sans délai sur les interdictions faites aux femmes et aux filles. La Suisse condamne toutes les violations des droits de l'homme commises par les talibans, en particulier les violations des droits des femmes, mais aussi des enfants et des minorités ethniques.

Monsieur le Président,

Nous négocions actuellement le renouvellement du mandat de la MANUA. La Suisse se joint à l'appel du Secrétaire général et soutient une prolongation du mandat actuel qui permettra à la mission de poursuivre ses activités vitales pour le peuple afghan. Dans l'avenir proche, deux domaines d'action nous semblent prioritaires pour l'engagement onusien :

Premièrement, ce Conseil et la MANUA doivent soutenir tous les efforts visant à promouvoir un Afghanistan où l'ensemble de la société participe à la vie publique, sans discrimination ni représailles. La protection des droits humains est essentielle pour la stabilité du pays. Les femmes et les filles doivent avoir accès à l'éducation, au travail, à la politique et à la vie sociale et économique. Nous défendons le droit des femmes à participer à tous les processus de décision. Cela est indispensable pour répondre aux besoins humanitaires immédiats, mais également pour le développement économique et social,

ainsi que la construction d'une paix durable. Le travail des femmes afghanes dans de nombreuses ONG sur le terrain est essentiel pour atteindre ces objectifs.

Deuxièmement, nous devons répondre aux besoins humanitaires et trouver des solutions durables à l'insécurité alimentaire endémique en Afghanistan. Des décennies de dégradation de l'environnement ont augmenté la désertification et aggravé la sécheresse. La résilience des Afghanes et des Afghans est poussée à ses limites. 28 millions de personnes dépendent de l'aide humanitaire pour survivre. Mais au-delà de la fourniture immédiate de l'aide, nous devons poursuivre notre soutien à long terme. Face aux défis croissants résultant du changement climatique, il faut soutenir le peuple afghan pour qu'il puisse adapter son agriculture et rendre la gestion des ressources naturelles plus durable. De plus, les services publics de base doivent pouvoir fonctionner, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé publique. Une économie stable est nécessaire pour créer des perspectives pour un futur digne.

Monsieur le Président,

L'Afghanistan fait face à des multiples crises qui se renforcent mutuellement et qui l'ont plongé dans une insécurité profonde. Nous devons nous rassembler autour d'une stratégie commune et soutenir la population dans ses efforts pour retrouver la sécurité. Ces efforts ne pourront toutefois aboutir que si les talibans reviennent sur leurs actions misogynes et reconnaissent le rôle clé des femmes dans la société, l'économie et la politique. Nous leur demandons d'annuler leurs récents décrets interdisant aux femmes d'accéder à l'enseignement supérieur et de travailler pour des ONG. Plus généralement, ils doivent reconnaître l'importance d'une gouvernance inclusive et de l'état de droit. Pour soutenir ces objectifs, l'ONU doit maintenir sa présence sur le terrain – en sécurité et sans menaces – à travers un mandat fort pour son engagement. Nous vous assurons de notre soutien continu à cette cause.

Je vous remercie.

Unofficial translation

Mr. President,

I thank you for convening this meeting and I thank Special Representative Otunbayeva for her briefing on the worrying developments in Afghanistan and for her precious work. I also thank Ms. Zubaida Akbar for her statement and her commitment to, and work with, those who fight for human rights every day, and, as we have heard, risk their life.

Mr. President,

It is a sad coincidence that today we celebrate International Women's Day around the world, while women and girls in Afghanistan are at the centre of our concerns. Earlier this year, the Director of UN Women reminded us: "Afghan women left us no doubt of their courage and refusal to be erased from public life. They will continue to advocate and fight for their rights, and we are duty bound to support them in doing so". The full, equal and meaningful participation of women was called for repeatedly in this room yesterday during the open debate on women, peace and security. Yet we need to go further than words alone. Whether in Afghanistan or elsewhere in the world, making the implementation of resolution 1325 a reality is our obligation.

In Afghanistan, women and girls see their human rights and fundamental freedoms violated on a daily basis. As the report of the Secretary General and the Special Representative's briefing demonstrate, the situation continues to worsen. The list of incidents of violence against women and girls includes murders, honour killings, forced marriages, and beatings resulting in disabilities. Their access to education and work has become virtually non-existent. At a time when their access to education and work is virtually non-existent, we call on the Taliban to reverse the prohibitions on women and girls without delay. Switzerland condemns all human rights violations committed by the Taliban, in particular violations of the rights of women, but also of children and ethnic minorities.

Mr. President,

We are currently negotiating the renewal of UNAMA's mandate. Switzerland joins the Secretary General in calling for an extension of the current mandate, which will allow the mission to continue its vital activities for the Afghan people. In the near future, we consider two areas of action to be priorities for the UN's commitment:

First, this Council and UNAMA must support all efforts to promote an Afghanistan where the whole of society participates in public life without discrimination or reprisals. The protection of human rights is essential for the stability of the country. Women and girls must have access to education, work, politics and social and economic life. We defend the right of women to participate in all decision-making processes. This is essential to respond to immediate humanitarian needs, but also for economic and social development, as well as for building sustainable peace. The work of Afghan women in many NGOs on the ground is instrumental in achieving these goals.

Secondly, we must address humanitarian needs and find sustainable solutions to the endemic food insecurity in Afghanistan. Decades of environmental degradation have increased desertification and exacerbated drought. The resilience of Afghans is stretched to the limit. 28 million people depend on humanitarian aid to survive. But beyond the immediate delivery of aid, we need to continue our long-term support. In the face of increasing challenges resulting from climate change, the Afghan people must be supported to adapt its agriculture and make natural resource management more sustainable. In addition, basic public services must be able to function, especially in the areas of education and public health. A stable economy is needed to create prospects for a dignified future.

Mr. President,

Afghanistan is facing multiple, mutually reinforcing crises that have plunged it into deep insecurity. We must rally around a common strategy and support the population in its efforts to regain security. However, these efforts can only succeed if the Taliban reverse their misogynistic actions and recognise the key role of women in society, the economy and politics. We call on them to rescind their recent decrees banning women from higher education and from working for NGOs. More generally, they must recognise the importance of inclusive governance and the rule of law. To support these goals, the UN must maintain its presence on the ground - safe and free from threats - through a strong mandate for engagement. We assure you of our continued support for this cause.

I thank you.